



# BILAN & PERSPECTIVES

2023-2024



DES SAVOIR-FAIRE  
EN COMMUN

Agence publique, **Expertise France** est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.



<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>P. 2</b>
---------------------------	-------------

#### **INFOGRAPHIES**

Expertise France en bref .....	<b>P. 6</b>
Nos résultats pour 2023 .....	<b>P. 8</b>

#### **CARTE D'IDENTITÉ**

Une agence au plus près de ses partenaires.....	<b>P. 10</b>
Une agence résolument européenne .....	<b>P. 12</b>
Un dispositif d'experts techniques internationaux.....	<b>P. 14</b>
Moments forts.....	<b>P. 16</b>

#### **BILAN**

Soutenir le développement humain.....	<b>P. 18</b>
Agir pour la santé mondiale.....	<b>P. 20</b>
Renforcer la gouvernance .....	<b>P. 22</b>
Favoriser une économie durable et inclusive.....	<b>P. 24</b>
Œuvrer pour la paix et la stabilité.....	<b>P. 26</b>
Agir pour le climat et la planète .....	<b>P. 28</b>

#### **PERSPECTIVES**

Afrique : contribuer à une prospérité inclusive et durable.....	<b>P. 30</b>
Méditerranée : deux rives unies pour un développement commun .....	<b>P. 32</b>
Espace européen : pour une convergence vers les normes de l'UE.....	<b>P. 33</b>
Amérique latine et Caraïbes : protéger la biodiversité et les droits humains, et lutter contre le crime organisé .....	<b>P. 34</b>
Indopacifique : garantir un environnement sûr et préservé.....	<b>P. 35</b>



ÉDITOS

# “Poursuivre les efforts engagés pour toujours plus de réactivité”

Par **STÉPHANE SÉJOURNÉ**, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

**L**e Conseil présidentiel du développement qui s'est tenu le 5 mai 2023 a confirmé la priorité accordée par la France à la solidarité internationale. Ce Conseil présidentiel a également acté un changement de méthode afin de nous permettre d'être plus agiles face à la multiplication des défis. Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 18 juillet 2023 a précisé ces grandes orientations stratégiques, qui se déclinent en dix objectifs politiques prioritaires, concrets et mesurables, et encadrent désormais nos actions et celles de nos opérateurs.

Afin d'atteindre ces objectifs, la mobilisation d'Expertise France, fer de lance de notre dispositif de coopération technique à l'international, est déterminante. À travers l'accompagnement à la conduite de politiques publiques et au renforcement des capacités de nos partenaires dans le monde, Expertise France mobilisera demain encore davantage de femmes et d'hommes, qui représenteront la France et contribueront à son rayonnement international.

La poursuite de la croissance d'Expertise France permettra de développer des solutions innovantes, adaptées et pragmatiques, au service de la diplomatie du réel que nous menons, sur tous les continents. En 2023, de nombreux projets mis en œuvre par Expertise France ont d'ores et déjà permis de porter des solutions efficaces, rapides et sur mesure, notamment :

- ▶ en terrains de crise et de guerre, par exemple à travers l'établissement d'un dispositif dédié à la reconstruction en Ukraine;
- ▶ en matière de protection des biens publics mondiaux, y compris dans de nouvelles géographies d'intervention comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée;
- ▶ au service de la mise en œuvre de l'agenda transformationnel avec le continent africain, notamment *via* la contribution à des projets et initiatives en Équipe Europe, en soutien à l'entrepreneuriat, à la jeunesse et aux industries culturelles et créatives.

Il nous faudra cette année poursuivre les efforts engagés pour toujours plus de réactivité, d'efficience et de complémentarité au sein de l'Équipe France, mais aussi afin d'accroître la visibilité des actions que nous portons sur le terrain. À ce titre, la consolidation progressive du réseau d'Expertise France à l'étranger permettra d'améliorer la lisibilité de nos actions et de resserrer encore davantage les liens noués dans les pays où nos experts sont présents.

Je tiens à adresser mes chaleureux remerciements à l'ensemble des agents d'Expertise France et à nos experts déployés sur le terrain. C'est grâce à leur mobilisation quotidienne et aux solutions concrètes qu'ils contribuent à développer, que nous appuyons les priorités de nos pays partenaires, notre action en matière d'investissement solidaire et durable et que nous faisons rayonner l'expertise française dans le monde. ■

# “Un opérateur de référence pour l’Union européenne”



Par **BRUNO LE MAIRE**, ministre de l’Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**A** lors que les défis climatiques, technologiques et économiques n’ont jamais été aussi grands à l’échelle de la planète, nous avons fait, avec le président de la République Emmanuel Macron, de la résorption des fractures Nord-Sud un axe majeur de notre action.

Depuis sept ans, le gouvernement s’est ainsi fortement mobilisé pour renforcer la politique française de développement et de solidarité internationale. Nous l’avons rendue plus efficace, au service de nos partenaires, avec la volonté de promouvoir nos savoirs, nos savoir-faire et notre expertise.

Dans cette optique, l’année 2023 qui vient de s’écouler a été particulièrement décisive, avec la tenue du Conseil présidentiel pour le développement (CPD) et du Comité interministériel pour la coopération et le développement international (CICID), mais aussi l’organisation à Paris du Sommet pour un pacte financier mondial – qui a débouché sur le pacte de Paris pour les peuples et la planète. Ces événements donnent de nouvelles impulsions et un cap clair pour les prochaines années, qui s’appliquent à tous les acteurs de la politique de développement, au premier rang desquels se trouvent le groupe AFD et Expertise France.

Au niveau national, le CICID a réaffirmé les grandes priorités de notre politique de développement : réduction des inégalités, lutte contre le changement climatique, sauvegarde des biens publics mondiaux. Il a également appelé à renouveler en profondeur nos modes d’action : fin de la liste des pays prioritaires, au profit d’une allocation géographique plus agile ; conciliation à opérer entre la recherche d’efficacité

et d’impact (logique de développement) et la mise en valeur de nos atouts et de nos valeurs au service de nos partenaires (logique d’influence) ; renforcement de la mobilisation du secteur privé, pour répondre à l’ampleur des besoins des pays en développement.

Sur tous ces chantiers, Expertise France est appelée à jouer un rôle déterminant au sein du groupe AFD. Les conclusions du CICID fixent très clairement le cap d’un renforcement du rôle de l’agence (notamment via le déploiement d’experts techniques internationaux), du développement des offres combinant expertise et financements et d’une mobilisation renforcée des financements européens au bénéfice de nos priorités bilatérales – Expertise France est déjà un opérateur de référence pour l’Union européenne.

Pour poursuivre l’ambition du gouvernement, je sais pouvoir compter sur l’engagement de tous les personnels d’Expertise France, au siège et sur le terrain. Je compte sur vous pour renforcer le déploiement de l’expertise, notamment dans des domaines chers au ministère de l’Économie, des Finances, de la Souveraineté industrielle et numérique, tels que l’appui à la mobilisation des ressources intérieures, le soutien à l’entrepreneuriat ou la diffusion de l’expertise française dans les politiques sectorielles de nos partenaires.

Enfin, dans un contexte où la maîtrise des finances publiques doit concerner l’ensemble de la sphère publique, je resterai très attentif à la consolidation du modèle économique d’Expertise France, à la recherche de synergies au sein du groupe AFD et à l’efficacité de votre action. ■

# “Continuer de nous adapter aux besoins de nos partenaires”



Avec **JÉRÉMIE PELLET**, directeur général d'Expertise France, et **RÉMY RIOUX**, directeur général du groupe AFD et président du Conseil d'administration d'Expertise France

## Que peut-on attendre du nouveau plan d'orientation stratégique (POS), qui sera le premier en format groupe AFD ?

**R. R.** Le prochain POS nous amènera jusqu'en 2029 – veille de l'échéance des objectifs de développement durable – pour achever le travail de consolidation engagé avec l'intégration d'Expertise France en 2022 et déployer tout notre potentiel collectif au service de nos clients et avec tous nos partenaires en France, en Europe et dans le monde. En tirant profit de la diversité des missions de nos trois entités et de la palette complète d'instruments dont nous disposons, ce POS AFD 2024-2029 nous permettra d'avoir une stratégie unique et de clarifier notre fonction au nom de la France : un groupe « du côté des autres », un groupe « 100% ODD » et un groupe « plateforme de mobilisation ». Trois engagements frontière comme autant de défis dont il va falloir maintenant tirer toutes les conséquences. En mettant en commun nos moyens, nos ressources et nos savoir-faire, notamment au travers des échanges de personnels entre l'AFD et Expertise France, chaque année plus nombreux. En marquant toujours plus d'attention et de respect à nos clients et nos partenaires, pour répondre toujours plus efficacement à leurs besoins et renouveler nos liens.

Ce nouveau POS et les deux contrats d'objectifs et de moyens qui en découlent poursuivent l'ambition

d'un groupe qui répond aux orientations données par la loi du 4 août 2021, du conseil présidentiel pour le développement, du CICID, du CIOM et du pacte de Paris pour les peuples et la planète. Il s'inscrit pleinement dans un cadre multilatéral structurant avec l'Agenda 2030, l'Accord de Paris pour le climat et ceux d'Addis-Abeba, de Sendai et de Kunming-Montréal, qui guident notre action depuis 2015. D'ici le 4<sup>e</sup> sommet pour le financement du développement en Espagne et la COP 30 pour le climat au Brésil en 2025, notre Groupe – grâce à l'engagement de toutes et tous et avec toutes les banques publiques de développement réunies au sein du mouvement Finance en Commun – se tient prêt à accompagner les solutions de développement durable qui naissent et essaient aux quatre coins du globe.

## À la fin de cette année, Expertise France fêtera ses dix ans. Que retenir de cette première décennie ?

**J. P.** Le bilan est extrêmement positif. Expertise France, par son double positionnement d'agence interministérielle de coopération technique et d'opérateur membre du groupe AFD, est aujourd'hui structurée pour répondre de manière efficiente, cohérente et partenariale aux priorités françaises en matière d'investissements solidaires et durables. La croissance de l'agence nous a conduits à devenir en

2020 la deuxième plus grande agence de coopération technique en Europe en cohérence avec les efforts réalisés par la France en matière de développement solidaire, dont la coopération technique est une brique essentielle.

Sur le volet européen, notre intégration au groupe AFD a renforcé notre dialogue avec nos homologues comme avec les institutions de l'UE. Expertise France a assuré en 2023 pour la deuxième fois la présidence du réseau des praticiens réunissant les agences européennes de coopération. J'ai tenu à mieux structurer et renforcer ce réseau dans une approche Équipe Europe.

En lien avec la croissance de notre activité et le doublement de notre chiffre d'affaires ces cinq dernières années, avec près de 400 millions d'euros en 2023, la place d'Expertise France sur la scène internationale se renforce dans tous les secteurs, de la santé à la biodiversité, du développement économique à la culture et au patrimoine, et dans de nouveaux domaines comme la cybersécurité, l'intelligence artificielle ou le spatial. Afin de soutenir et de structurer durablement sa croissance, nous renforçons notre réseau sur le terrain. Nous avons fait le choix en 2023 d'une plus grande décentralisation de notre activité. Cela se traduit sur le terrain par un maillage renforcé avec l'AFD.

### Comment le groupe AFD renforce-t-il son action sur le terrain ?

**R. R.** Avec son réseau d'environ 4 500 collaborateurs déployés dans près de 150 pays et 11 départements et territoires français d'Outre-mer, notre Groupe poursuit un dialogue de politiques publiques de proximité avec tous ses partenaires et clients, afin de répondre aux stratégies de développement des pays et des collectivités d'Outre-mer. Les équipes de chaque entité travaillent de manière coordonnée pour des interventions articulées entre public et privé, et qui tiennent compte des contextes institutionnels. J'insiste sur l'importance de notre réseau en commun. Depuis 2023, notre maillage géographique est renforcé avec cinq équipes régionales AFD-Expertise France-Proparco, organisées pour proposer une offre groupe sur le terrain dans les régions Andes, Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Eurasie et Afrique du Nord. C'est encore loin d'être achevé, mais les synergies opérationnelles se renforcent

et vont dans le sens d'une déconcentration accrue des moyens et des décisions, pour être toujours plus proches des bénéficiaires finaux, tout en maîtrisant nos risques. Capitaliser sur notre identité commune et la valeur ajoutée unique du Groupe, tel est l'objectif que nous portons et construisons au sein de notre Comex groupe qui se réunit désormais régulièrement, avec Françoise Lombard, Jérémie Pellet, Marie-Hélène Loison et Bertrand Walckenaer, à l'écoute de tous nos collègues. Et répondre avec souplesse et agilité aux besoins des populations les plus vulnérables et pour plus d'impact au service des biens communs mondiaux.

### 2023 a été marquée par de nombreuses crises dans les zones d'intervention d'Expertise France. Comment l'agence s'est-elle adaptée à l'actualité internationale ?

**J. P.** L'activité d'Expertise France a été bien sûr impactée, mais intervenir en zones de crise est notre cœur de métier. Notre action dans les pays en crise contribue à l'objectif d'établissement, de renforcement ou de reconstruction d'institutions publiques solides (*voir pages 22-23*) et de soutien au développement du secteur privé (*voir pages 26-27*). Nous travaillons également pour assurer la fourniture de services essentiels à la population (*voir pages 18-21*). C'est dans notre ADN de travailler dans des contextes fragiles et d'adapter nos appuis aux besoins spécifiques de nos partenaires : nos projets sont taillés sur mesure.

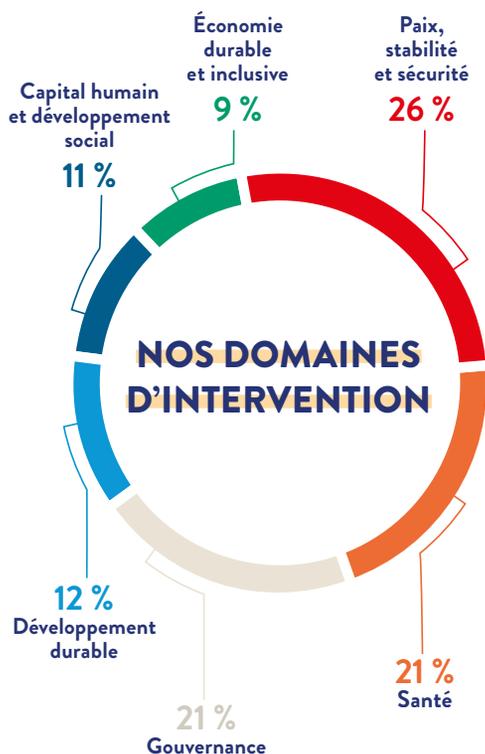
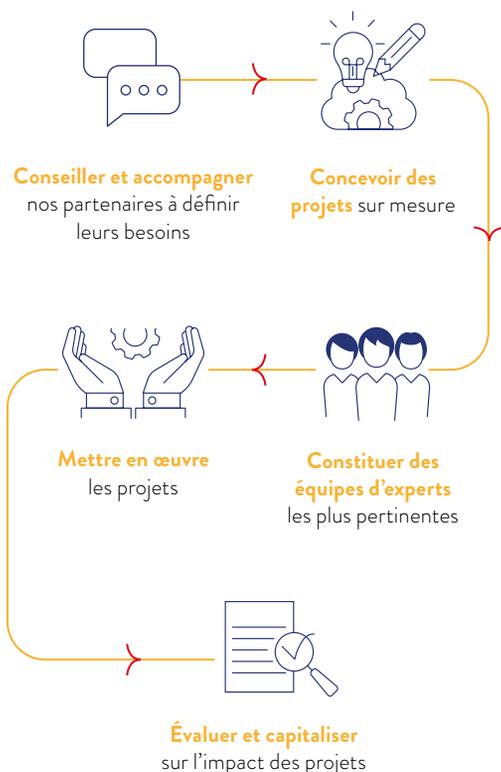
Pour cela, nous disposons d'une large palette d'instruments : des équipes projets dans les ministères et auprès de nos partenaires, de l'appui technique, et notre réseau d'experts techniques internationaux (*voir pages 14-15*). Ces outils font notre force et nous permettent de rester agiles et efficaces dans tous les contextes.

Répondre au mieux aux besoins de nos partenaires, c'est le sens de la décentralisation en cours, mais c'est aussi celui de la transformation de l'agence. Nous devons continuer à repenser nos modes de faire. Nous sommes à un moment charnière pour Expertise France comme pour l'ensemble du groupe AFD : il nous faut nous adapter pour toujours mieux répondre aux besoins de nos partenaires et aux enjeux d'un monde en perpétuelle transformation. ■

# Expertise France en bref

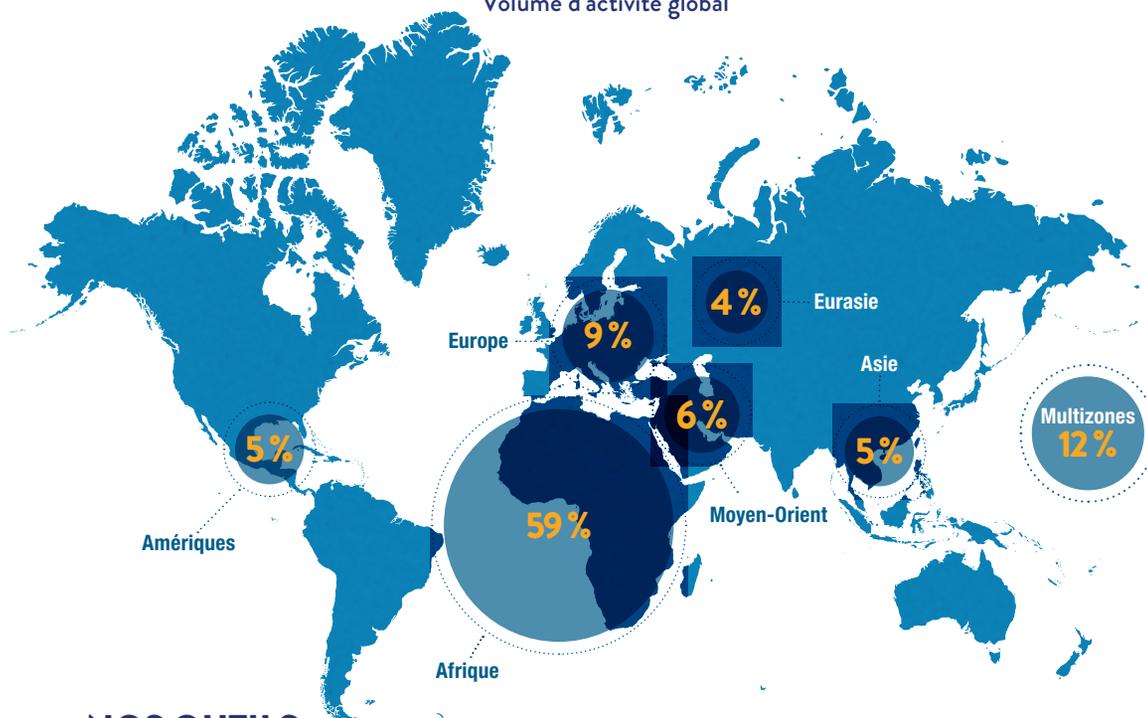
Filiale du groupe AFD, Expertise France contribue à renforcer durablement les politiques publiques de ses pays partenaires. Nous accompagnons les administrations centrales, les organisations régionales, les collectivités locales, les organisations de la société civile... Notre mission : contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

## NOTRE MÉTIER



# PRÈS DE 60 % DE NOTRE ACTIVITÉ EN AFRIQUE

Volume d'activité global



## NOS OUTILS



### Conseil méthodologique et technique :

diagnostics, recommandations, plans d'action...



### Renforcement de capacités :

formations, coaching, accompagnement du changement...



### Mise en réseau :

échanges entre pairs, visites d'études, ateliers de concertation...



### Fourniture de biens, services et travaux :

rédaction de cahiers des charges, passation de marchés, coordination de travaux...

## Des bailleurs diversifiés



## Nos équipes



**765**  
collaborateurs  
au siège

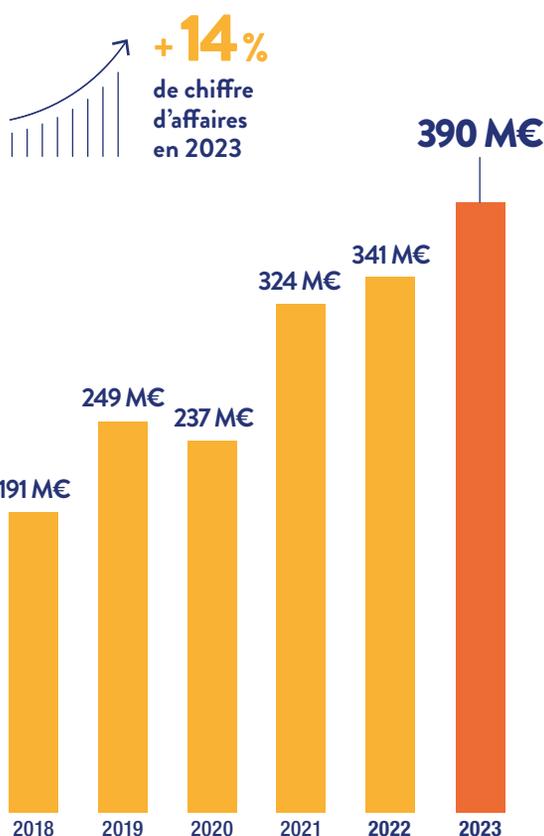


**1 400**  
intervenants  
sur le terrain

# Nos résultats pour 2023

Deux ans après son intégration au groupe AFD, Expertise France a continué à renforcer son engagement en faveur des ODD. L'année a été marquée par une progression de 14 % de l'activité de l'agence et par un impact renforcé dans ses pays partenaires.

## Une croissance confirmée



**+ de 350**

**projets en cours**  
(174 nouveaux projets signés en 2023 soit 558 M€ de signatures en 2023, + 72 % par rapport à 2022)



**320**

**experts individuels déployés** au 31 mars 2024, dont 263 ETI, 20 experts nationaux détachés et 37 autres experts (AFD, collectivités...)



**37**

**projets en faveur de la santé mondiale et contre les pandémies** financés via L'Initiative



**147**

**pays et 27 territoires d'intervention** dans le monde

## NOTRE IMPACT

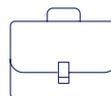
SANTÉ



**571 808**

bénéficiaires de services  
de santé soutenus

ENTREPRENEURIAT



**2 089**

entreprises  
soutenues

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE,  
ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



**21 151**

personnels de structures ayant bénéficié  
d'un renforcement de leurs compétences

ÉDUCATION



**270**

structures soutenues dans la fourniture  
de services d'éducation de base

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



**46 684**

personnes formées  
ou sensibilisées  
à l'égalité de genre

CLIMAT ET BIODIVERSITÉ



**603**

structures bénéficiant  
d'un renforcement de capacités sur  
les enjeux de développement durable

SÉCURITÉ ET STABILITÉ



**54 428**

bénéficiaires d'actions  
pour assurer la sécurité ou la stabilité d'un  
territoire et/ou la gestion des crises

CLIMAT DES AFFAIRES



**84**

institutions nationales publiques  
bénéficiant d'un renforcement  
de leurs capacités sur le climat des affaires

# Une agence au plus près de ses partenaires

**Expertise France a développé un vaste réseau international. Pour répondre à la croissance des besoins, elle continue à le renforcer et à décentraliser ses activités pour travailler plus efficacement avec ses partenaires.**

## Décentraliser pour renforcer l'action de l'agence

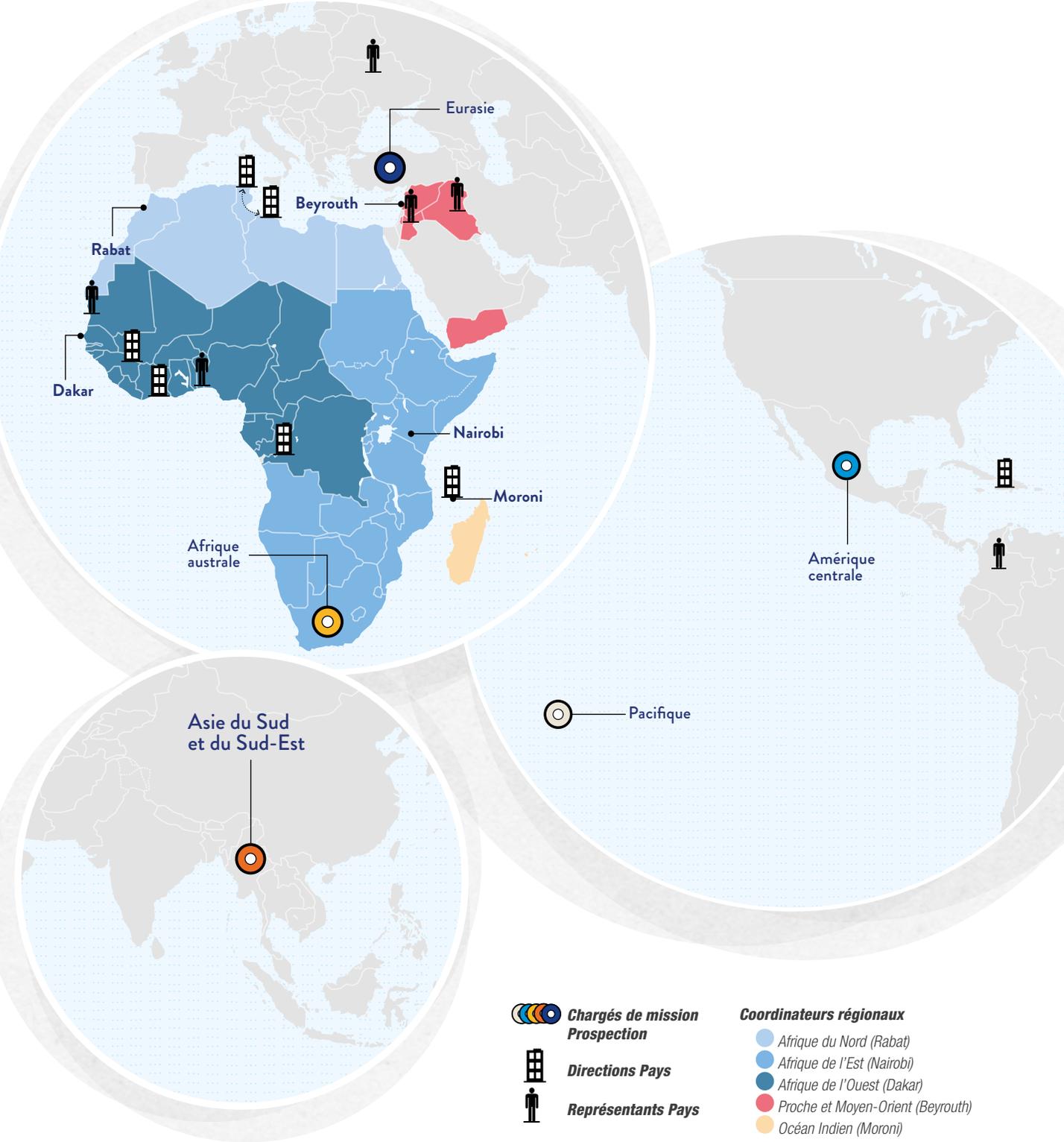
**C**omment répondre au mieux à la croissance de ses activités, partout dans le monde ? Dans le cadre de son plan de transformation, Expertise France a choisi d'accélérer la décentralisation de ses opérations en créant en 2023 un département géographique, basé au siège parisien. Isabelle Valot, qui en a pris la direction, explique : « *Le département Géo vient répondre à la croissance des activités d'Expertise France et de son volume d'affaires. Grâce à une gestion décentralisée des opérations, nous gagnons en efficacité et en agilité.* »

### Une gestion au plus près du terrain

Six directions pays ont été créées dans les principales géographies d'intervention, afin de renforcer le pilotage des projets, au plus près des réalités et des partenaires du terrain. En 2023, Expertise France déploie les directions pays aux Comores, en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Tunisie (qui couvre

également la Libye), puis, en 2024, en Haïti et en République démocratique du Congo. L'agence s'appuie aussi sur cinq coordinateurs régionaux. Ceux-ci facilitent l'implantation de l'agence dans leur zone d'intervention, suivent les projets menés et supervisent les fonctions transversales réunies dans des unités supports projets (USP), constituées hors des directions pays : Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient, et océan Indien.

S'ajoutent cinq chargés de mission Prospection, dédiés au développement du portefeuille de projets et positionnés au sein des directions régionales de l'AFD (Afrique australe, Amérique centrale, Asie du Sud et Sud-Est, Eurasie, Pacifique). Leur mission est double : faire remonter les opportunités du terrain et contribuer à la stratégie du groupe AFD qu'ils mettent en action dans leurs régions respectives d'intervention.



## Un maillage territorial renforcé et intégré au réseau du groupe AFD

Expertise France étend aussi son activité à de nouvelles régions, en cohérence avec les priorités de la politique d'aide au développement de la France. La nouvelle organisation géographique de l'agence contribue à renforcer le réseau du groupe AFD : aujourd'hui,

les trois entités AFD, Expertise France et Proparco rassemblent plus de 2 000 collaborateurs, dans près de 150 pays, 27 territoires et dans les 11 départements et territoires d'Outre-mer. La densité de ce maillage – qui s'appuie sur le réseau diplomatique français – est un atout différenciant pour le groupe AFD par rapport à ses homologues à l'échelle mondiale. ■

# Une agence résolument européenne

Agence résolument européenne, Expertise France travaille en lien étroit avec les institutions et ses homologues européens. À ce titre, elle prend une part active aux réseaux de coordination et aux initiatives Équipe Europe.

## Unir toutes les forces de la coopération européenne



Avec **JUTTA URPILAINE**,  
commissaire européenne  
chargée des partenariats  
internationaux

### Quel est le rôle des agences de coopération pour le développement des États membres dans la mise en œuvre de la stratégie Global Gateway ?

Ces agences, parmi lesquelles Expertise France, jouent un rôle croissant dans la mise en œuvre de projets de transformation à l'échelle mondiale. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'UE, dotée d'un budget de 300 milliards d'euros.

Global Gateway est notre offre commune aux pays partenaires

pour stimuler leur connectivité dans les domaines du transport, du numérique, de l'énergie et des chaînes de valeur. Nous réalisons des investissements globaux, en fournissant à la fois des infrastructures « matérielles » et des services « immatériels », tout en favorisant l'environnement économique des pays partenaires. De plus, nous assurons le transfert de technologies et soutenons les compétences, l'éducation et la santé.

Nous pouvons avoir un impact véritablement transformateur lorsque nous unissons nos efforts et mettons en commun nos ressources et notre expertise. En mettant en œuvre la passerelle mondiale dans le cadre d'une approche Équipe Europe, nous

rassemblons les institutions et les États membres de l'Union européenne, les banques publiques de développement, les institutions de financement du développement et les organismes de mise en œuvre, la Banque européenne d'investissement, le secteur privé, ainsi que la société civile.

### Comment le Practitioners' Network peut-il renforcer l'impact des politiques de coopération internationale de l'Union européenne ?

Cette coalition d'agences européennes de coopération au développement fait progresser nos objectifs communs en renforçant la coordination entre ses membres et les institutions européennes de financement du développement et en s'appuyant sur les échanges



qu'ils ont entre eux, notamment en ce qui concerne la collaboration avec le secteur privé.

À l'avenir, il sera important de s'engager plus profondément avec le secteur privé sur des

questions telles que les chaînes de valeur durables, la formation professionnelle, la responsabilité sociale des entreprises et l'environnement commercial pour constituer une réserve de projets d'investissements durables. ■



Les 14 et 15 mai 2024 à Marseille, l'assemblée générale du Practitioners' Network a reconduit pour un an Expertise France comme agence présidente du réseau, aux côtés de l'agence autrichienne (ADA). Les agences belge (Enabel) et suédoise (SIDA) en assureront la coprésidence à partir de mai 2025.

## Expertise France préside le Practitioners' Network

**E**xpertise France assure la présidence du Practitioners' Network depuis mai 2023 et sera rejointe en mai 2024 par l'Agence autrichienne de développement (ADA) pour une coprésidence jusqu'en mai 2025. Lors de l'assemblée générale du réseau, en mai 2023, le directeur général d'Expertise France, Jérémie Pellet, annonçait que le réseau devrait rendre l'action européenne de développement plus efficace et mobiliser l'expertise de ses membres. Il énonçait ainsi les objectifs de l'agence : mieux positionner le réseau et la coopération technique dans l'architecture de l'aide européenne, améliorer sa visibilité et la reconnaissance de la coopération dans l'écosystème européen et international, rendre le réseau plus inclusif et en garantir la durabilité.

### Expertise France au sein du réseau

Au sein du Practitioners' Network, l'agence française resserre ses liens avec ses homologues européens dans le cadre des groupes de travail qu'elle coanime (fragilités, numérique, contrats finances).

Au cours de sa présidence, elle encourage l'approche Équipe Europe et les initiatives conjointes au sein du réseau et entre ses membres, comme avec leurs partenaires européens, rassemblés au sein du European Development Finance Institutions (EDFI) et du Joint European Financiers for International Cooperation (JEFIC). ■

# Un dispositif d'experts techniques internationaux

La mobilisation des experts français à l'international est au centre de la nouvelle stratégie de valorisation de la coopération technique française, réaffirmée lors du dernier Conseil présidentiel pour le développement.



## Structurer le réseau français des experts techniques internationaux

Lancé en septembre 2023, le portail de mobilisation de l'expertise à l'international, développé par Expertise France, présente les grands secteurs de coopération soutenus par la France et valorise les dispositifs de mobilisation. Cette plateforme accompagne des experts à l'international et favorise leurs interactions au sein de l'équipe France, notamment grâce à un annuaire des experts techniques internationaux (ETI) déployés sur le terrain. Elle fait mieux connaître les opportunités de missions et soutient les potentiels candidats dans leur démarche d'expatriation, au moyen de fiches thématiques, capsules d'experts et d'un dialogue entre pairs.

### Doubler le nombre d'ETI français déployés

Le Conseil présidentiel pour le développement du 5 mai 2023 a impulsé une nouvelle ambition

pour l'expertise française : placer la recherche, l'innovation, l'évaluation et la redevabilité au cœur de la politique française d'aide au développement, avec une perspective de 500 ETI d'ici fin 2027. « Le président de la République a fixé un objectif de doublement du nombre d'experts techniques français déployés. Ces experts sont au cœur des nouveaux partenariats internationaux que nous voulons bâtir », a déclaré Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du Développement et des Partenariats internationaux.

### Un réseau tous secteurs, présent dans plus de 110 pays

Expertise France assure le recrutement, le suivi et l'animation de ces ETI, à la demande du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Économie et des Finances. Présents dans



↑ Les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 2023, se tenait la deuxième édition des Journées de l'expertise technique internationale. Un moment d'échanges et de débats au service de la cohésion et de l'efficacité de l'action extérieure de la France.

plus de 110 pays, les ETI sont des experts reconnus dans leur secteur, recrutés pour des missions de haut niveau. Leur positionnement spécifique — à disposition des structures qui les accueillent — et leur proximité avec les partenaires présentent un intérêt majeur pour la politique extérieure de la France. Leur action est en effet ancrée au réseau diplomatique et elle reçoit l'appui et le soutien des services compétents des ambassades. En 2023, le réseau Expertise France des ETI s'est enrichi de nouveaux postes dans des thématiques comme la culture, le patrimoine ou le sport. ■



**320**

**experts individuels déployés au 31 mars 2024, dont 263 ETI, 20 experts nationaux détachés et 37 autres experts (AFD, collectivités...)**



Découvrir le portail de mobilisation de l'expertise à l'international [mobilisation-expertise.fr/](https://mobilisation-expertise.fr/)

## TÉMOIGNAGE

# Les Jeux sont un véritable levier de développement

**François Bockel**, expert technique international, conseiller du coordonnateur général du comité d'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse Dakar 2026



La France est un partenaire central du Sénégal dans la réalisation des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) Dakar 2026. Ma mission est de coordonner et de consolider la mobilisation de la France aux côtés de nos partenaires sénégalais. Ce partenariat mobilise Paris 2024, les ministères des Affaires étrangères et des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, l'AFD, le CNOSF, l'INSEP, plusieurs fédérations sportives ainsi que des collectivités d'Île-de-France.

Mon rôle est également de soutenir la place des acteurs économiques français du sport, dans une logique partenariale et devant bénéficier au développement d'une filière économique du sport au Sénégal. Les JOJ Dakar 2026 sont un véritable levier de développement économique, grâce à la construction d'infrastructures et aux opportunités économiques qu'ils offrent pour les entreprises du pays. Ces Jeux vont catalyser les politiques publiques dans tous les domaines : le sport bien sûr, les transports, la santé, la jeunesse...

Ces Jeux sont aussi un levier de développement humain : de très nombreuses personnes vont être formées dans tous les secteurs. Les JOJ Dakar 2026 contribueront enfin à répondre aux enjeux d'inclusion et d'égalité, à travers l'éducation et la santé par le sport, l'égalité de genre, la prise en compte du handicap, autant de sujets qui sont au cœur du projet olympique sénégalais. ■

# Au service des

# ODD

**Forte de dix ans d'expérience, Expertise France poursuit son engagement en faveur des Objectifs de développement durable. Retour sur quelques moments clés de l'année 2023-2024.**

## DIX ANS AU SERVICE DE SES PARTENAIRES

Créée par la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale du 7 juillet 2014, Expertise France fête ses dix ans en 2024. Elle a su s'imposer comme une agence d'envergure internationale, notamment pour son action en Afrique, et jouit d'une grande confiance de ses bailleurs. Son intégration au groupe AFD en 2022 a permis de renforcer l'offre du Groupe en proposant des solutions à la fois financières et techniques.

## CONTRIBUER À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

La phase 2 du programme européen EL PACCTO, qui vise à renforcer la lutte contre la criminalité organisée entre les pays européens, latino-américains et caribéens, a été lancée au Panama en mars 2024. Par ailleurs, Expertise France a lancé de nouveaux projets en matière de réduction des risques de catastrophes, notamment aux Philippines.

## UNE AGENCE RÉSOLUMENT EUROPÉENNE

En mai 2023, l'agence a pris la présidence du Practitioners' Network pour un an. Ce mandat a été renouvelé en mai 2024, pour une année de coprésidence avec ADA, l'agence autrichienne. Elle a poursuivi ses appuis aux pays du voisinage européen dans un objectif de convergence vers les normes de l'UE. Elle a également continué à soutenir des projets financés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour la reconstruction de l'Ukraine.



## AGIR POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ

L'agence continue de se mobiliser sur ces thématiques, en développant son activité dans de nouvelles régions. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, en juillet 2023, le directeur général d'Expertise France a signé un accord de contribution sur la composante nationale du programme d'appui « Forêts, changement climatique et biodiversité » (EU-FCCB) avec l'ambassadeur de l'Union européenne, dans le cadre de la stratégie Global Gateway. À la suite de l'annonce du président de la République, la France contribuera également à la mise en place du *country package* « Forêts, nature et climat » en Papouasie-Nouvelle-Guinée, programme pour lequel Expertise France sera opérateur ensemble.

## RÉUNIR LA COMMUNAUTÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En août 2023, Expertise France a organisé la deuxième édition des Journées de l'expertise technique internationale, l'occasion de présenter le portail de mobilisation de l'expertise à l'international. En 2023, quatre « Rendez-vous de l'Expertise » ont réuni des experts et partenaires de la coopération technique pour débattre de sujets majeurs : justice en temps de guerre, crises et sécurité alimentaire, villes durables, fiscalité.



[www.rdvexpertise.fr](http://www.rdvexpertise.fr)

## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE D'UN AVENIR DURABLE ET INCLUSIF

En mars 2024, Expertise France rassemblait des responsables politiques, des chercheurs et des entrepreneurs de tous les continents lors d'une conférence titrée « Artificial Intelligence for Sustainable Futures » coordonnée par Expertise France avec l'AFD et la plateforme stratégique Digital for Development de l'Union européenne.

## ACCÉLÉRER SUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

Depuis 2020, Expertise France redouble d'efforts pour mettre le genre au cœur de son action. La dimension « genre » est désormais intégrée dans tous ses volets d'intervention et à chaque étape du cycle de vie d'un projet. En 2023 les projets CAD1 et CAD2 représentaient 68 % des contrats signés. 80 % des projets CAD2 étaient financés par l'AFD et 57 % étaient mis en œuvre en Afrique.

CTIFS  
OPPEMENT  
ABLE

# Soutenir le développement humain

**Condition essentielle de la prospérité, le développement humain est un objectif majeur de la politique de coopération de la France. Expertise France agit en sa faveur en soutenant notamment l'éducation, l'emploi et les systèmes de protection sociale.**

## L'éducation, un enjeu prioritaire

**E**xpertise France intervient dans 40 pays pour assurer une éducation inclusive et équitable de qualité, prérequis à l'émancipation des individus et à leur bonne insertion professionnelle.

### Mieux former les professeurs

En 2023, l'Unesco estime qu'il manque 44 millions d'enseignants dans le monde. La Commission européenne a donc fait de leur formation un axe majeur de sa coopération internationale pour 2021-2027. C'est aussi l'un des dix objectifs de la stratégie française d'investissement solidaire et durable, adoptée lors du Conseil présidentiel du développement en mai 2023.

Dans ce cadre, Expertise France et ses homologues belge et finlandais mettent en œuvre l'Initiative régionale pour les enseignants en Afrique, portée par la commissaire européenne aux Partenariats

internationaux et financée par la Commission européenne. Son objectif : mobiliser l'expertise africaine et européenne pour répondre aux demandes d'appui technique des partenaires africains et les soutenir dans leurs efforts pour améliorer les conditions d'enseignement, y compris dans les pays et régions en situation de crise et d'urgence.

L'agence intervient également dans ce domaine en Haïti — projet Avni Nou « Notre avenir » — et au Soudan — projet EQUIP —, par-delà les contextes que connaissent ces pays, en mobilisant des organi-

sations de la société civile et des ONG internationales. Au Burundi, Expertise France met en œuvre, avec l'Unicef, le projet Twige Twese (« Apprenons tous ») qui vise à renforcer et à valoriser les enseignants du primaire, à améliorer la qualité de l'apprentissage et à rendre le système éducatif plus inclusif, notamment vis-à-vis des filles et des enfants handicapés.



**40 724**

**bénéficiaires**

**de formation professionnelle et  
technique soutenus**



Le programme européen de soutien au secteur de l'éducation soudanais EQUIP 2 reprend ses activités en s'adaptant aux besoins impérieux dus à la crise humanitaire que traverse le pays.

## Éduquer au numérique et par le numérique

À l'école, le numérique est à la fois un outil pédagogique et un ensemble de compétences spécifiques à acquérir. Expertise France soutient cette double dynamique dans le cadre de plusieurs projets, notamment en matière de formation des professeurs au numérique

éducatif. C'est le cas au Salvador avec le programme LAMARR, financé par l'Union européenne. Ce projet vise à offrir une opportunité de formation et d'emploi aux jeunes en difficulté socio-économique dans le domaine du numérique. Depuis son lancement début 2023, ce projet a déjà permis la formation d'une première cohorte de 150 bénéficiaires aux outils de bureautique. ■

# Protéger les individus à chaque étape de leur vie

**E**xpertise France accompagne de nombreux pays partenaires dans le développement de systèmes de protection sociale et le renforcement des capacités des acteurs institutionnels du champ social, intervenant au plus près des personnes.

L'agence s'engage en particulier dans plusieurs grands domaines de la protection sociale : le financement de la santé, la famille, le travail décent et la vieillesse, et de manière générale, l'insertion des populations vulnérables. En Amérique latine, par exemple, Expertise France met en œuvre des programmes sur la réduction de la dépendance des personnes âgées et l'accompagnement de leurs aidants. L'agence accompagne également les pays sur leur chemin

vers la couverture sanitaire universelle, notamment au Maroc, en Égypte et en Tunisie, dans le cadre des efforts d'envergure déployés pour l'universalisation de l'assurance maladie. En Belgique et en Slovénie, Expertise France apporte son soutien pour mieux répondre aux besoins structurels de financement des réformes de santé.

En renforçant la couverture sociale du plus grand nombre, ces projets visent à permettre aux personnes de mieux faire face aux risques financiers ou sanitaires auxquels ils peuvent être confrontés, sans risquer de tomber dans la pauvreté. Expertise France contribue ainsi à limiter les inégalités, y compris en appuyant la prise en charge du handicap et en tenant compte des enjeux de genre. ■

# Agir pour la santé mondiale

**En cohérence avec la stratégie française en santé mondiale 2023-2027, Expertise France s'engage et contribue au renforcement des systèmes de santé, à la définition de politiques de santé publique et à la lutte contre les pandémies.**

## Renforcer les ressources humaines en santé

**C**lé de voûte de tout système de santé, les ressources humaines en santé (RHS) sont garantes de la disponibilité, de la continuité, de l'accès et de la qualité des services de soin. Dans de nombreux pays, la pénurie de RHS représente une menace concrète et immédiate à la sécurité sanitaire et à la stabilité des systèmes de santé, d'autant qu'elle vient souvent renforcer les inégalités entre zones urbaines et rurales, secteurs public et privé. Elle est la conséquence directe d'un investissement insuffisant, en particulier dans la formation initiale des professionnels en question. Dans ce contexte critique, Expertise France mobilise son expérience et son expertise au profit des pays partenaires de la France, avec l'appui des partenaires techniques et financiers.

### Mieux former, répartir et valoriser les professionnels de santé

L'Initiative, facilité complémentaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a fait sa priorité des activités de formation initiale et continue des personnels de santé ou de l'ac-

compagnement des politiques publiques relatives aux RHS. Par le biais de l'Accélérateur, sa modalité d'appui aux défis négligés, elle va notamment soutenir à hauteur de 3 millions d'euros un projet de renforcement des RHS en épidémiologie d'intervention, dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest. Fin 2023, L'Initiative organisait une masterclass pour offrir à des jeunes chercheurs d'Afrique francophone une formation de qualité à large spectre des actualités scientifiques et des enjeux de la recherche dans le domaine de la tuberculose.

### Protéger mère et enfant en Mauritanie

Expertise France s'engage au profit de la santé de la mère et de l'enfant en assurant la coordination générale du programme Temeyouz, financé par l'AFD depuis 2020 en Mauritanie. Dans ce pays où l'offre en services de santé primaire, sexuelle et reproductive est très limitée, le projet Temeyouz vise à améliorer cette situation de deux façons : en comblant le déficit de soins dans les régions fragiles de l'est du pays et en



**9 570**  
personnels de santé  
formés ou accompagnés

“

*Ma formation contribuera à pallier le manque de médecins réanimateurs à l'hôpital de référence de Fomboni (Comores). Mon souhait est de pouvoir revenir exercer dans cet hôpital pour améliorer la prise en charge des patients.*

Docteure **FOUZIA BINTI MADI**,  
une des dix médecins comoriens  
bénéficiaires de bourses pour poursuivre  
leurs études à l'université Cheikh Anta Diop  
de Dakar (Sénégal)

appuyant le Centre national de transfusion sanguine et l'École nationale supérieure des sciences de la santé, qui forme notamment les sages-femmes. Indirectement, ce projet permet aussi de réduire les inégalités femmes-hommes dans l'accès aux soins et les violences faites aux femmes. ■



**À lire :** l'interview d'Ahmedou Ould Armijaou,  
directeur de l'École nationale des sciences  
de la santé (ENSSS) de Nouakchott  
[bit.ly/agirpourlasante-mauritanie-2023](https://bit.ly/agirpourlasante-mauritanie-2023)



## Préserver la santé, pendant et après les crises

**E**xpertise France renforce les capacités des États à fournir les services de santé à leurs citoyens en toutes circonstances. En cas de crise ou de conflit, son objectif est de favoriser le rétablissement progressif des services essentiels, notamment de santé. C'est ce que fait l'agence avec le projet HERNES financé par l'Union européenne et le centre de crise et de soutien (CDCS), qui œuvre à la réhabilitation des services de santé de base dans le nord-est de la Syrie, dévasté par la guerre avec l'État islamique entre 2013 et 2017. Le projet vise le développement et la mise en œuvre de protocoles cliniques, et l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des services de santé. Depuis 2022, sur financement de l'AFD, Expertise France contribue à améliorer les

conditions sanitaires de la population du gouvernorat de Ninive en réhabilitant et en rendant opérationnel le centre médical de soins et de recherche (MRCC) de l'université de Mossoul en Irak.

Expertise France a également renforcé son intervention en Ukraine, qui reste l'un des pays d'Europe les plus touchés par le VIH et la tuberculose. Depuis fin 2022, le Fonds d'urgence Ukraine contre le VIH et la tuberculose permet à L'Initiative de soutenir des projets d'organisations locales, à hauteur de 5 millions d'euros. Enfin, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a confié à l'agence la gestion de 12 millions d'euros, destinés à soutenir la réponse française en matière de santé, afin d'améliorer l'accès aux soins de la population pendant la guerre. ■

# Renforcer la gouvernance

Améliorer la gouvernance est un enjeu clé pour le développement pérenne des sociétés. Expertise France contribue à structurer et renforcer les institutions qui garantissent l'État de droit, les processus démocratiques et le développement économique et social.

## Lutter contre la traite des personnes dans le golfe de Guinée



Avec **MYSS BELMONDE DOGO LOGBOH**, ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté de la Côte d'Ivoire

**D**ans le golfe de Guinée, la traite des personnes est caractérisée par ses aspects transfrontaliers et circulaires : les pays sont à la fois des territoires d'origine, de transit et de destination des personnes victimes. Dans le cadre du projet d'appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans le golfe de Guinée (ALTP), Expertise France travaille avec les autorités et la société civile de six pays de la région.

**Quelle est votre approche en matière de traite des personnes ?**

Dans le golfe de Guinée, la traite

des êtres humains possède une dimension interne et transnationale. Notre approche est celle des « 4 P » : prévention, protection des victimes, poursuite des trafiquants et partenariats, et ce, à des échelles locale et globale.

**Quel est l'apport d'Expertise France à ce projet ?**

Le partenariat fructueux, entre le ministère et Expertise France, a permis la mise en place d'actions matérielles : la réhabilitation du siège du secrétariat exécutif du Comité national de lutte contre la traite des personnes, le renforcement des capacités du secrétariat technique ou l'acquisition de matériel pour le lancement d'une nouvelle base de données. Expertise France nous a aussi soutenus dans des actions structurelles, comme l'installation de sept cellules régionales de lutte contre la traite, l'élaboration du

mécanisme national de référence et des procédures de prise en charge des victimes, et le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale sur le sujet.

**Quels sont les défis à relever pour lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains dans les années à venir ?**

Nous devons continuer à renforcer le cadre juridique, finaliser et



# 274

**structures accompagnées dans les domaines de la justice et des migrations**



Dans le cadre d'un projet européen visant à lutter contre la traite des personnes dans le golfe de Guinée, Expertise France accompagne l'ONG Cavoequiva qui œuvre à la protection des jeunes filles vulnérables en Côte d'Ivoire.

## Soutenir la mobilisation des ressources intérieures

La mise en place de politiques publiques, au service des populations, nécessite la structuration et le déploiement d'un dispositif efficace et juste de collecte de l'impôt. Appuyer la mobilisation des ressources intérieures est l'une des priorités de l'agence. Elle la met en œuvre via des projets, menés par exemple en Guinée, en Mauritanie ou à Madagascar, dédiés à l'efficacité des finances publiques et à la gouvernance fiscale de ces pays.

déployer la base de données, et amplifier les campagnes de sensibilisation en y associant les survivants. Pour éradiquer le schéma de traite dans le golfe de Guinée, une approche holistique est requise, fondée sur une coopération renforcée des pays et des acteurs. Notre action sur le

terrain sera bientôt consolidée par l'installation de nouvelles cellules régionales, d'un centre de prise en charge des victimes et d'un numéro vert dédié. ■



À lire : l'interview complète de Myss Belmonde Dogo Logboh  
[bit.ly/gouvernance-cotedivoire-2023](https://bit.ly/gouvernance-cotedivoire-2023)

# Soutenir le renforcement des systèmes judiciaires et juridiques

Expertise France mobilise le savoir-faire issu du secteur français de la justice pour intervenir dans des projets relatifs aux droits fondamentaux et à l'accès au droit, à l'indépendance et à la qualité de la justice ainsi qu'aux mécanismes de protection et de sécurisation.

En Europe, l'agence accompagne, dans ce secteur, les pays candidats à l'adhésion à l'UE dans la réforme de leur administration et leur gouvernance. C'est le cas de la Bosnie-Herzégovine où Expertise France a lancé en 2023 le projet EU4Justice, destiné à renforcer l'État de droit. Dans ce projet, comme dans d'autres, la coopération technique permet d'arrimer les pays du voisinage européen aux normes européennes pour construire un espace soudé, un objectif devenu primordial depuis le début de la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, Expertise France a

réorienté le projet Pravo-Justice II, qu'elle mettait en œuvre en Ukraine depuis 2021, afin de répondre aux besoins urgents des acteurs de la justice nationale, des populations déplacées et de documenter les crimes de guerre présumés.

La justice doit également protéger l'environnement dont les atteintes croissantes représentent un péril pour les populations et la biodiversité, au-delà des pertes financières. Pour lutter contre ce phénomène, Expertise France contribue à la justice environnementale à travers des projets de coopération en matière de prévention, de sanction et de réparation des atteintes aux écosystèmes. ■



À lire : l'interview de Vincent Delbos, expert mobilisé sur différents projets justice  
[bit.ly/justice-balkans-2023](https://bit.ly/justice-balkans-2023)

# Favoriser une économie durable et inclusive

Expertise France soutient un développement durable, inclusif et attractif. Elle active divers leviers, comme l'appui au développement de l'intelligence artificielle, de la culture ou à la mise en œuvre d'initiatives macroéconomiques à l'échelle continentale.

“*La souveraineté digitale permettra de sortir de la pauvreté*”



Avec **SEYDINA NDIAYE**, enseignant chercheur en intelligence artificielle à l'Université virtuelle du Sénégal, et **MAHA JOUINI**, autrice et fondatrice du Centre africain pour l'intelligence artificielle et la technologie numérique

**E**xpertise France se mobilise pour accompagner ses pays partenaires dans le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) pour qu'elle soit vectrice de développement économique. Deux experts sont revenus sur ces enjeux lors d'une conférence organisée en partenariat avec le Digital

for Development (D4D) Hub de l'Union européenne.

Quelles opportunités offre l'IA pour les économies en développement ?

**S. N.** Le déploiement de l'IA nécessite une grande puissance de calcul, d'énergie et d'investissement dont certains pays ne bénéficient pas toujours. Pourtant c'est pour eux que l'IA est la plus bénéfique. Certaines technologies nécessitent moins de ressources tout en utilisant une IA assez évoluée, qui peut être adaptée pour répondre aux problèmes spécifiques des économies en développement. En santé, la start-up sénégalaise KERA diminue le temps de face-à-face entre le patient

et son médecin en collectant un ensemble de données en amont pour faciliter un premier diagnostic. Dans le secteur agricole, un projet cartographie les cultures de riz et en estime les rendements. Il faut cependant pouvoir mettre en place les ressources humaines capables



**1 902**  
organisations  
soutenues dans leur  
transition numérique



En mars 2024, Expertise France rassemblait des responsables politiques, des chercheurs et des entrepreneurs de tous les continents lors d'une conférence intitulée « Artificial Intelligence for Sustainable Futures » coordonnée par Expertise France avec l'AFD et la plateforme stratégique Digital for Development de l'Union européenne.

de développer ces solutions, avoir suffisamment de capacités de calcul et de stockage, ainsi qu'un minimum de régulation étatique pour les utiliser de façon sûre et éthique.

### L'IA peut-elle contribuer à l'inclusion des femmes et des jeunes ?

**M. J.** Si on demande à une IA, elle me définit d'abord en tant que femme, musulmane et arabe, et ces trois identités ont parfois été des entraves à ma carrière. L'IA est le miroir de la réalité inéquitable, faite de stéréotypes et de préjugés ; elle ne peut pas être aujourd'hui un levier d'inclusion pour les femmes et les jeunes. Pour qu'elle le devienne, il faudra qu'elle soit dotée d'une bonne gouvernance. La digitalisation en marche est inique. C'est la souveraineté digitale qui permettra aux pays de sortir de la pauvreté, de créer des opportunités de développement et de minimiser leurs dettes. Sans cette souveraineté, nous vivons une ère de colonisation digitale et l'IA renforcera le contrôle des sociétés de *big data* sur notre économie. ■



À lire : l'interview complète de Seydina Ndiaye et Maha Jouini  
[bit.ly/ia-senegal-2023](http://bit.ly/ia-senegal-2023)

## Une intégration économique continentale au service d'une économie durable

Expertise France appuie la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Grâce à ce projet, 50 entreprises, dirigées par des femmes, ont été parrainées et ont participé à la foire commerciale intra-africaine (IATF) de 2023. En parallèle, depuis 2020, l'agence soutient les efforts déployés par l'Union africaine (UA) pour devenir un acteur déterminant de l'intégration économique continentale.

## La culture, alliée de l'attractivité des territoires

**L**e tourisme, la préservation du patrimoine et les industries créatives sont de précieux leviers d'attractivité, de développement des territoires et de cohésion sociale. Expertise France contribue à faire dialoguer des savoir-faire culturels, comme dans le cadre du projet de restauration et d'ouverture au public du palais national d'Addis-Abeba, emblématique du patrimoine éthiopien, financé par l'AFD. Celui-ci contribuera à l'attractivité touristique et à la vitalité économique de la capitale.

Expertise France, grâce à des financements européens, met aussi en œuvre, en Tunisie, le programme de requalification de l'acropole de Byrsa et la réhabilitation du musée national de Carthage. L'agence accompagne également, avec la Fondation Aliph, le projet mené dans la ville d'Amédi, au Kurdistan irakien, de réhabilitation architecturale et de création d'un parcours patrimonial.

De façon complémentaire, l'agence soutient le développement des industries culturelles et créatives. Grâce au financement de l'AFD, Expertise France accompagne, au Ghana, la structuration de l'industrie musicale avec la Creative Arts Agency. Un projet sur le renforcement du secteur culturel est aussi en cours au Mozambique, financé par l'Union européenne. Ses axes d'intervention sont multiples : programme d'incubation, mise en réseau, renforcement de capacités auprès des équipes du ministère de la Culture... ■

# Œuvrer pour la **paix** et la **stabilité**

**Agence de terrain, Expertise France apporte un appui aux États dans la prévention et la gestion des crises, la lutte contre les menaces transversales, le terrorisme et le crime organisé, et intervient en faveur de la sécurité et du maintien de la paix.**

## Accompagner la reconstruction de l'Ukraine



Avec **PIERRE HEILBRONN**,  
envoyé spécial du président  
de la République pour l'aide et  
la reconstruction de l'Ukraine

### Comment la France soutient-elle la reconstruction de l'Ukraine ?

La France continue bien sûr à fournir une aide humanitaire à l'Ukraine, mais contribue également à la reconstruction de ses infrastructures essentielles, notamment ses hôpitaux, ses écoles, ses ponts... Pour ce faire, la France travaille étroitement avec ses partenaires et mobilise l'ensemble de ses instruments

économiques et financiers. De manière plus large, elle souhaite accompagner la transformation de la société ukrainienne. Cela passe par la réforme des institutions, de la justice, des politiques publiques et sectorielles pour rendre conformes les normes et les standards du pays dans le cadre de son cheminement vers l'Union européenne.

### Comment voyez-vous la contribution d'Expertise France dans le soutien de la France à l'Ukraine ?

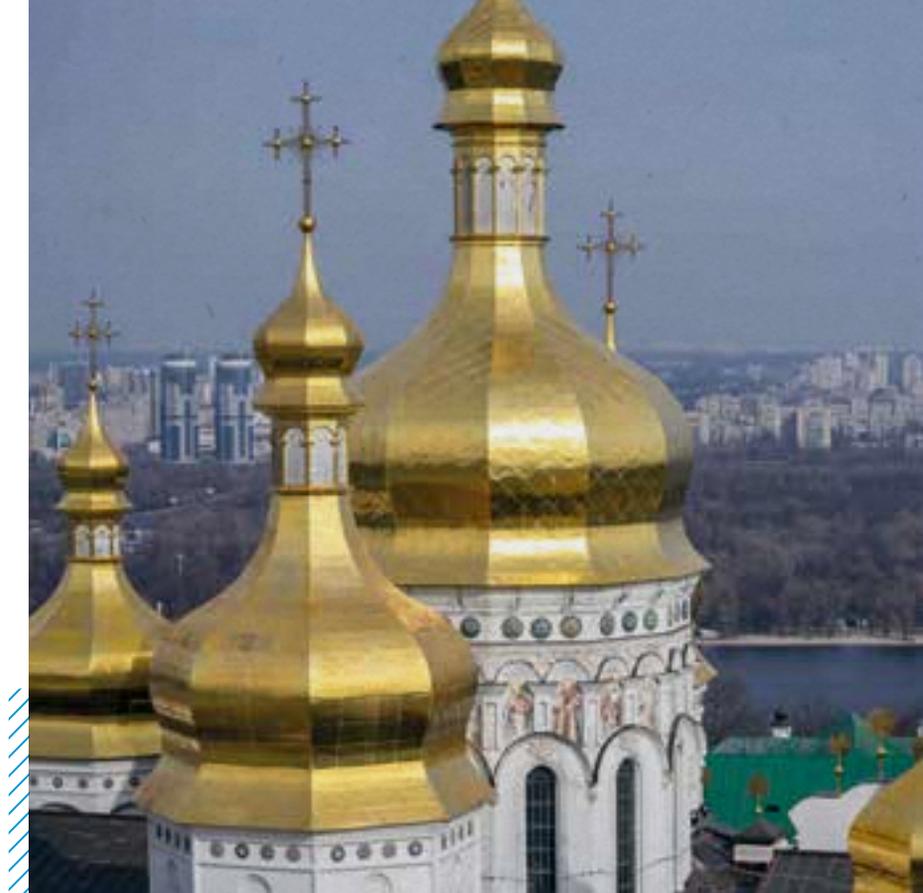
Expertise France a un rôle fondamental pour la transformation du pays, qu'elle jouait déjà bien avant l'invasion russe. Toutefois, l'agence

a accéléré ses efforts de façon exceptionnelle depuis le 24 février 2022, en multipliant ses projets à travers la Facilité mAIDan ou en ouvrant un bureau à Tchernihiv, au nord de Kiev, où elle aide les autorités locales à augmenter leur capacité à déployer des projets au bénéfice de la société.

Concrètement, une équipe de 40 personnes se mobilise sur place au service de projets essentiels comme la lutte contre la tuberculose, la promotion de l'innovation ou la réforme de la justice. Tout ce plan d'action déployé par Expertise France permet de faire levier sur l'action des administrations et des opérateurs français sur place.

## Comment la France travaille-t-elle avec l'Union européenne et le G7, également présents sur place ?

La France participe à toutes les instances de décision de l'aide internationale et européenne à l'Ukraine. En tant que membre du G7 et de l'Union européenne, elle a une voix décisive au sein des mécanismes de coordination mis en place. Nous sommes aussi le deuxième contributeur européen – après l'Allemagne – aux fonds de soutien à l'Ukraine. Je pense ici à la facilité européenne de 50 milliards, mais aussi à la facilité européenne pour la paix. Membre de banques multilatérales de développement et auprès des agences onusiennes, la France contribue à l'assistance budgétaire, l'achat d'équipement en commun, le financement de projets et de coopérations techniques. Enfin, les projets de soutien à l'Ukraine financés par ces fonds sont menés par des opérateurs français comme Expertise France. Je pense



notamment aux projets Pravo ou EU4Innovation East. C'est en soi la meilleure preuve de la reconnaissance de notre expertise par nos partenaires et de la confiance qu'ils nous accordent. ■

↑ *En Ukraine, où elle est présente depuis 2006, Expertise France déploiera dans les prochains mois près de 40 collaborateurs pour appuyer la reconstruction du pays et soutenir la convergence vers les normes de l'Union européenne.*

# Prévenir et se préparer aux risques de catastrophes

**S**elon le sixième rapport du GIEC, il existe un lien étroit entre le réchauffement climatique et les événements climatiques extrêmes qui peuvent connaître des variations d'étendue, d'intensité, de fréquence, de spatialité et de temporalité. Cela peut affecter le niveau de développement (éducation, santé...) et sur la stabilité des sociétés, des systèmes et des communautés. Expertise France appuie les autorités dans leurs politiques, leurs stratégies d'adaptation et leurs capacités de réponse face aux risques naturels. Ces actions visent à anticiper, atténuer et prévenir les risques pour protéger les vies humaines, les biens, les infrastructures et l'envi-

ronnement. L'agence travaille à la mise en œuvre de mesures à différents niveaux, du national au local, en collaboration avec les autorités, les communautés, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux.

Aux Philippines, Expertise France collabore avec l'AFD et l'Union européenne pour appuyer les collectivités locales dans la gestion des risques de catastrophes. Au Pérou, avec le soutien financier de l'AFD, l'agence va accompagner les institutions du pays à faire face aux événements météorologiques extrêmes et aux effets du changement climatique. ■

# Agir pour le climat et la planète

Expertise France agit avec ses partenaires pour atténuer les effets du changement climatique et protéger la biodiversité. Elle contribue à opérer la transition énergétique juste dans de nombreux pays, engendrant des bénéfices à la fois environnementaux et sociaux.

## Protéger les réserves de carbone et de biodiversité

Les forêts et les océans sont indispensables à la vie. Ils stockent une immense quantité de carbone, participent à la régulation du climat, et plusieurs millions d'êtres humains en dépendent directement. Ce sont des ressources à protéger et valoriser.

### Préserver les espaces forestiers

C'est l'objectif d'Expertise France qui coopère avec ses partenaires institutionnels, la société civile et les communautés autochtones pour intégrer les enjeux de préservation des forêts aux politiques des États et renforcer les capacités des acteurs et les cadres de gouvernance. Au Maroc par exemple, Expertise France accompagne l'Agence nationale des eaux et forêts dans la

mise en œuvre de sa stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 ».

En Amérique latine, Expertise France est engagée dans les programmes régionaux européens de gestion durable des forêts comme Euroclima et Amazonia+. Ainsi, en Colombie, l'agence accompagne les acteurs des filières huile de palme, cacao, lait et élevage, dans la mise en œuvre et le suivi des accords « zéro déforestation » signés entre le secteur privé

et le gouvernement. Dans le bassin amazonien, elle appuie l'Organisation du traité de coopération amazonien (OTCA) et la Coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazone (COICA) dans leurs efforts pour améliorer la gouvernance forestière inclusive. Elle soutient en parallèle les communautés locales et les organisations de femmes pour protéger la forêt et ses ressources.



**11**  
millions d'hectares  
de biodiversité marine  
bénéficiant d'un  
renforcement  
des pratiques de gestion



Sur fonds français et européens, Expertise France contribue à la protection environnementale des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

## Accompagner la transition énergétique juste

**E**xpertise France soutient la transition énergétique, source d'emplois, de croissance durable et de compétitivité économique. Alors que l'Ouzbékistan – pays parmi les plus vulnérables au changement climatique – fait face à d'importants défis environnementaux, l'agence contribue depuis 2023 au déploiement d'objectifs nationaux ambitieux pour favoriser l'efficacité énergétique, accélérer la transition vers une économie moins énergivore en ressources et moins polluante. Le pays cherche à atteindre 27 gigawatts de capacité installée d'énergies renouvelables et à produire 40 % de son électricité à partir d'énergie renouvelable d'ici 2030. Pendant trois ans, Expertise France lui fournira un appui technique pour animer le dialogue sur les politiques publiques de l'énergie et renforcer les capacités des acteurs clés du secteur, dans le cadre d'un financement de l'AFD.

En Côte d'Ivoire, où la canicule, les pluies violentes et l'élévation du niveau de la mer s'intensifient chaque année, la transition énergétique est devenue l'une des priorités de la stratégie nationale d'atténuation des effets du changement climatique. Pour la mettre en œuvre, le pays bénéficie de financements européens et du savoir-faire technique d'Expertise France dans le cadre du programme Transition bas carbone. Celui-ci permet de mieux coordonner l'action climatique intersectorielle au niveau national, d'en centraliser les mécanismes de mesure et de renforcer les moyens d'action des parties prenantes locales, qu'elles soient publiques, privées ou issues de la société civile. ■



### Favoriser une économie bleue durable et inclusive

Comme les forêts, les écosystèmes marins et côtiers sont menacés. Contribuer à restaurer l'équilibre entre la préservation des mers et océans et leurs multiples usages par l'humanité, c'est ce que vise Expertise France par son approche « économie bleue ». Dans le Sud-Ouest de l'océan Indien, avec l'association Réserves naturelles de France, plus de 60 acteurs sont accompagnés dans le renforcement des pratiques de gestion des aires marines protégées. À Madagascar, le projet BIODEV2030 a permis l'engagement du secteur privé en faveur de la gestion durable de la filière crevettes, suivant les principes de pêche responsable, avec l'appui de WWF France et WWF Madagascar. Expertise France intervient aussi en Algérie pour rendre le secteur de la pêche et de l'aquaculture plus durable grâce à une meilleure gestion des ressources et l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs. ■

# Œuvrer à relever les défis de chaque région

Expertise France intervient aujourd'hui dans près de 150 pays. Forte d'une expertise multisectorielle, elle adapte sa stratégie aux enjeux de chaque région, en cohérence avec les politiques d'aide au développement française et européenne.



## AFRIQUE

### Contribuer à une prospérité inclusive et durable

**A**lors que les partenariats entre la France, l'Europe et l'Afrique se redéfinissent, Expertise France s'engage à renforcer les liens historiques avec le continent africain. L'agence y a mis en œuvre 161 projets en 2023. Elle intervient de manière multisectorielle et met l'accent sur le développement durable, le soutien à la culture et à la valorisation du patrimoine. Son action vise à garantir le déploiement d'économies durables et inclusives en Afrique de l'Est, australe et centrale.

#### ♦ Miser sur l'innovation et accompagner les nouvelles générations

Avec 60 % de sa population âgée de moins de 24 ans, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Cette situation, qui va s'accroître dans les prochaines décennies, constitue à la fois un défi et une opportunité pour son développement. Afin de répondre aux enjeux de croissance du continent, Expertise France s'engage à renforcer la formation et l'insertion professionnelle par

des initiatives éducatives novatrices (voir pages 18-19). En Angola par exemple, la professionnalisation des formations crée des liens forts entre universités et entreprises.

40 % de la population en Afrique subsaharienne aura accès à l'Internet mobile d'ici 2025. Expertise France s'efforce de maximiser le potentiel du numérique en faveur de l'emploi des jeunes et du développement économique. Au travers notamment du Digital for Development (D4D) Hub, l'agence accompagne le déploiement de stratégies d'accompagnement à la transformation digitale et d'augmentation des investissements en faveur du numérique. Cela entraîne la création d'emplois durables et améliore l'employabilité des jeunes, comme au Sénégal et au Rwanda.

#### ♦ Agir pour le climat et la préservation de la biodiversité

Pour lutter contre le changement climatique et préserver la biodiversité sur le continent, Expertise



←  
*En Côte d'Ivoire,  
le village de  
Dibykro a pu être  
électrifié dans le  
cadre du projet  
européen Ecler  
Ivoire.*

France développe des initiatives novatrices, en accord avec le Conseil présidentiel du développement. Ces actions s'incarnent à travers des projets tels que MAX, en Côte d'Ivoire, qui améliore l'accès à l'électricité des populations rurales, ou BIODEV2030, initiative régionale qui vise à intégrer la conservation de la biodiversité dans différents secteurs économiques. Expertise France participe aussi au projet d'appui à la Convention des maires d'Afrique subsaharienne, financé par l'UE. L'agence accompagne, entre autres, des villes togolaises dans la planification de leurs politiques énergétiques et la mise en œuvre de leurs actions contre le réchauffement climatique.

#### ◆ **Promouvoir le commerce panafricain et l'intégration régionale**

L'Union africaine a récemment intégré le G20 et le continent possède la plus grande zone de libre-échange au monde. La promotion du commerce

entre ces pays et l'intégration régionale deviennent des leviers essentiels pour stimuler la croissance économique et réduire les disparités. Expertise France y contribue de plusieurs manières : par le programme Pan African Statistics (PAS) II, elle favorise la disponibilité de données statistiques fiables, facilitant ainsi les décisions politiques et économiques. Elle renforce aussi les capacités institutionnelles des organisations régionales africaines (CEDEAO, UA, UEMOA, CEMAC, etc.) pour créer un environnement propice aux échanges commerciaux et au partage de la prospérité. Enfin, elle collabore étroitement avec les acteurs locaux et internationaux pour promouvoir une intégration économique inclusive et durable via la « Facilité européenne d'assistance technique en appui à la zone de libre-échange continentale africaine et à l'intégration économique continentale » (ZLECAf), qui vise à aligner les capacités du continent africain avec les objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. ■



## MÉDITERRANÉE

# Deux rives unies pour un développement commun



↑ *Le programme européen Raqameyon permet à des jeunes Libyens de renforcer leurs compétences numériques.*

**C**arrefour stratégique, l'espace méditerranéen offre l'exemple d'une coopération multi-sectorielle entre l'Afrique et l'Europe, au service d'un avenir plus résilient et durable.

## ◆ Lutter contre les catastrophes

Le bassin méditerranéen, où vivent 500 millions d'habitants, concentre un certain nombre d'événements liés à la crise climatique. La région est en prise à de nombreux aléas naturels qui peuvent engendrer de lourds bilans humains, matériels et environnementaux. Expertise France accompagne les pays partenaires afin d'anticiper ces risques et préparer les institutions publiques et la société civile à faire face aux crises. Par exemple, l'agence a contribué à renforcer les compétences de la protection civile tunisienne. En Jordanie, elle a également participé à la création d'une structure pour cartographier les aléas naturels et améliorer les mécanismes de prévention et de préparation aux risques. Expertise France soutient aussi les populations vulnérables à travers l'adaptation du bâti et des activités, l'accès aux prêts et assurances...

## ◆ Miser sur la jeunesse et l'innovation

Dans le pourtour méditerranéen, Expertise France appuie ses pays partenaires pour le renforcement de systèmes de formation et d'écosystèmes entrepreneuriaux. Expertise France valorise pour ce faire l'entrepreneuriat, comme en Tunisie, où l'agence propose un dispositif de financement et d'accompagnement aux acteurs de l'innovation, de la culture et de l'entrepreneuriat vert, à travers les projets Innov'i et Greenov'i.

L'inclusion numérique est un axe prioritaire pour Expertise France. En Libye, sur financement de l'UE, le projet Raqam-e, terminé en 2023, a permis d'organiser de nombreux hackathons et de mettre en place un espace de *coworking* à Janzour pour les entrepreneuses. Ce programme a également permis la création d'un centre à destination des femmes entrepreneuses avec des facilités de garde pour les enfants. Dans sa continuité, le programme Raqameyon permet à de jeunes Libyens de renforcer leurs compétences digitales. ■

## Encourager l'économie verte

**L'économie verte est un axe important de l'action de l'agence dans la région. Depuis janvier 2024, le projet européen Green Forward vise à renforcer les principes de l'économie verte et circulaire, dans les pays du sud de la Méditerranée, en développant le cadre institutionnel et législatif. En Libye, les projets européens E-NABLE, de soutien au climat des affaires, et EU4SKILLS – démarré en 2024 –, en faveur de l'employabilité, comprennent tous les deux une composante économie verte.**

# Pour une convergence vers les normes de l'UE



**L**a guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine a démontré la nécessité de construire un espace européen soudé. La coopération technique joue un rôle essentiel de ce point de vue : elle permet d'arrimer les pays du voisinage européen aux normes européennes, notamment dans le cadre des processus d'adhésion à l'UE.

## ◆ Ukraine : accompagner la reconstruction

L'Ukraine a urgemment besoin de soutien pour faire face à la guerre et préparer sa reconstruction. La facilité mAIDan a été lancée en septembre 2023, dans le cadre du soutien français à l'Ukraine. Les résultats sont déjà tangibles, comme la contribution à la sélection des juges de la Cour constitutionnelle d'Ukraine, première condition pour l'ouverture des négociations d'adhésion, à travers le programme Pravo-Justice. Grâce au projet mAIDan, la toiture du théâtre régional de Tchernihiv a été réparée, ce qui a permis la reprise des activités du principal lieu culturel de la région. C'est d'ailleurs à Tchernihiv qu'Expertise France appuiera les autorités locales dans les processus de reconstruction et de décentralisation.

## ◆ Renforcer l'État de droit

L'État de droit et la bonne gouvernance constituent des conditions incontournables pour l'adhésion à l'UE. Expertise France appuie les pays candidats des Balkans occidentaux dans leurs réformes

administratives en ce sens. En Bosnie-Herzégovine, l'agence intervient depuis février 2023 pour renforcer l'intégrité des institutions garantes de l'État de droit.

## ◆ Soutenir la convergence normative européenne

Adhérer à l'UE suppose de se rapprocher de ses normes et ses modes de faire. En Albanie, Expertise France met en œuvre un programme d'assistance technique pour la réforme du secteur énergétique, financé par l'AFD. Dans le cadre de la facilité mondiale SOCIEUX+ pour l'emploi et la protection sociale, l'agence accompagne aussi la Moldavie dans l'élaboration de ses stratégies d'emploi des jeunes et de réadaptation professionnelle des personnes handicapées. Sur financement du MEAE, des experts sont également déployés auprès d'institutions pour soutenir la convergence vers les normes de l'Union européenne, en Macédoine du Nord ou au Monténégro par exemple. ■



Grâce au projet mAIDan, la toiture du théâtre régional de Tchernihiv a été réparée, ce qui a permis la reprise des activités du principal lieu culturel de la région.





## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

# Protéger la biodiversité et les droits humains, et lutter contre le crime organisé

**E**n Amérique latine et dans les Caraïbes, Expertise France est engagée dans des programmes de coopération qui mettent l'accent sur la valorisation des ressources naturelles et le soutien à un développement économique inclusif.

## ◆ Tenir compte du genre dans l'action publique

En 2024, l'UE a débuté une nouvelle phase de son programme TEI LAC dans la région. Son objectif : réduire les inégalités femmes-hommes en incitant les pays partenaires à prendre en compte le genre et à l'intégrer dans la conception de leurs politiques publiques. Expertise France est chargée de la mise en œuvre de sa composante Égalité de genre.

L'agence soutient aussi la cause des femmes en Colombie, en accompagnant la mairie de Bogotá et onze autres collectivités territoriales dans la valorisation de la place des femmes dans les plans territoriaux. Elle améliore également les mécanismes de prévention, de prise en charge et de protection des victimes de violences liées au genre. Ces exemples permettent de nourrir les activités de l'agence sur d'autres projets ou géographies.

## ◆ Appuyer l'insertion socio-économique des jeunes

Depuis juillet 2023, Expertise France contribue à l'intégration sociale et économique des jeunes au Salvador, dans le cadre de l'initiative LAMARR, financée par l'UE. Au Mexique, l'agence intervient par le biais de trois projets nationaux, dont deux sont financés par l'UE. Ceux-ci visent à favoriser la cohésion sociale, l'économie, la croissance et le développement durable du Mexique.



↑ En Amérique latine, la nouvelle phase du programme européen EL PACCTO, lancée en mars 2024, doit permettre de contribuer au renforcement de l'État de droit et à la lutte contre la criminalité organisée.

## ◆ Mobiliser sur les enjeux climat

Expertise France se mobilise en faveur de la protection de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques. Elle contribue à la mise en œuvre des programmes européens Euroclima Caraïbes, Grandes Bosques et Amazonia+ dans la zone.

L'agence s'engage en faveur de la justice environnementale, en formant et en coordonnant les acteurs de la chaîne pénale. En Amérique latine, la nouvelle phase du programme européen EL PACCTO, lancée en mars 2024, doit permettre de contribuer au renforcement de l'État de droit et à la lutte contre la criminalité organisée. Depuis 2021, l'agence accompagne aussi la Bolivie, l'Équateur, le Mexique et le Costa Rica dans l'application de l'accord d'Escazú de 2018, premier traité environnemental d'Amérique latine et des Caraïbes. ■



INDOPACIFIQUE

# Garantir un environnement sûr et préservé

**C**arrefour stratégique du commerce mondial et haut lieu de biodiversité, l'Indopacifique est une priorité de l'aide au développement française. La France, dont une partie du territoire insulaire se trouve dans la région, concentre son action de coopération sur les volets sécuritaires et environnementaux.

## ◆ Lutter contre les trafics maritimes

Pour sécuriser la zone maritime indopacifique, Expertise France déploie le projet CRIMARIO II, qui se concentre sur le partage d'informations, le renforcement des capacités et la formation. De façon complémentaire, le projet ESIWA, mis en œuvre avec la GIZ, vise à renforcer la coopération entre l'Union européenne et l'Asie, en matière de sécurité et de défense, pour répondre aux enjeux de cybersécurité, de gestion de crise ou de lutte antiterrorisme.

## ◆ Une double préservation terrestre et maritime

Côté environnement, le programme Varuna contribue à préserver la biodiversité endémique exceptionnelle



↑ Aux Comores, le projet AFIDEV contribue à la construction d'une excellence comorienne sur les filières vanille, ylang-ylang et girofle.

## Expertise France renforce son implantation en Asie du Sud-Est

Deux projets financés par l'AFD ont été lancés avec l'ASEAN, l'un sur l'amélioration de la qualité de l'air et l'autre sur la gestion durable des déchets issus des activités maritimes. Depuis janvier 2024, l'agence met également en œuvre un projet européen, dont l'objectif principal est de soutenir la transition des Philippines vers une économie circulaire et plus durable, notamment grâce à la réduction des déchets. Toujours aux Philippines, Expertise France déploie un projet visant à renforcer la réduction des risques de catastrophes.

du Sud-Ouest de l'océan Indien au bénéfice des habitants à travers la sensibilisation et la mutualisation des efforts des acteurs publics, privés et de la société civile. L'agence contribue aussi à la structuration d'un réseau de gestionnaires d'aires marines protégées du Sud-Ouest de l'océan Indien, animé par les Réserves naturelles de France. Enfin en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Union européenne et la France notamment ont mis en place un plan global de préservation « Forêts, Nature et Climat », dont l'objectif est de mobiliser les financements de la communauté internationale pour atteindre 30 % d'aires protégées terrestres et marines, dans le pays, d'ici 2030. Expertise France va développer son action, à travers le déploiement d'experts et d'appui technique, avec les autorités nationales en charge des forêts, du changement climatique et de la conservation environnementale. ■

# Rendez-vous en ligne!



## VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

Rendez-vous sur la version web du *Bilan & perspectives* :

[rapport-annuel.expertisefrance.fr](http://rapport-annuel.expertisefrance.fr)

Vous y trouverez **une dizaine d'interviews** mettant en avant le travail mené avec nos partenaires, ainsi que **les archives de l'ensemble de nos rapports annuels.**



Retrouvez nos chiffres clés 2023 et nos objectifs pour 2024 **en vidéo.**

---

## Sigles et acronymes

- **ADA** : Agence autrichienne de développement
- **AFD** : Agence française de développement
- **CDCS** : Centre de crise et de soutien
- **CEDEAO** : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
- **CICID** : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
- **CIOM** : Comité interministériel des Outre-mer
- **COICA** : Coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazone
- **COP** : conférence des parties
- **CPD** : Conseil présidentiel du développement
- **DG INTPA** : direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne
- **DG NEAR** : direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission européenne
- **EDFI** : European Development Finance Institutions
- **ETI** : expert technique international
- **GIZ** : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
- **JEFIC** : Joint European Financiers for International Cooperation
- **MEAE** : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **ODD** : Objectifs de développement durable
- **ONG** : organisation non gouvernementale
- **OTCA** : Organisation du traité de coopération amazonien
- **UA** : Union africaine
- **UE** : Union européenne
- **UEMOA** : Union économique et monétaire ouest-africaine
- **USP** : Unités supports projets

## Crédits iconographiques

*Couverture* : Saphir  
Niakadié – Rodrigue Ako –  
droits réservés  
*P. 1* : Pablo Tosco  
*P. 2* : Judith Litvine  
*P. 3* : MEFSIN  
*P. 4-5* : Marcella Barbieri

*P. 13* : Maurice Cohen  
*P. 14* : Photos de groupe :  
Nicolas Jacquemard  
*P. 15* : Portrait : Ben Baas  
*P. 18* : Droits réservés  
*P. 20* : Droits réservés  
*P. 23* : Droits réservés

*P. 24* : Droits réservés –  
Xavier Renault  
*P. 26* : Ministère de  
l'Europe et des  
Affaires étrangères  
*P. 27* : Aurore-Alexandra  
Castellacci

*P. 28* : Droits réservés  
*P. 30-31* : Saphir Niakadié  
*P. 32* : Droits réservés  
*P. 33* : Veronika Yaresko  
*P. 34* : Droits réservés  
*P. 35* : Pieter Desloovere

**Directeur de la publication** : Jérémie Pellet, directeur général

**Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France)** : Nicolas Jacquemard, chargé de communication

**Conseil éditorial, rédaction et conception graphique** : ANIMAL  PENSANT

**Remerciements aux équipes siège et terrain ainsi qu'à nos partenaires pour leurs contributions.**

Ce document a été imprimé en France par l'Imprimerie solidaire, entreprise adaptée qui compte 80 % de salariés en situation de handicap dans ses effectifs de production, sur des papiers FSC® contenant 40 % (couverture) et 50 % (intérieur) de fibres recyclées.





40, boulevard de Port-Royal  
75005 Paris  
01 70 82 70 82

[communication@expertisefrance.fr](mailto:communication@expertisefrance.fr)  
[www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)

Retrouvez-nous sur :

